Journal officiel

des

Communautés européennes

15^e année n° L 72

25 mars 1972

Edition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CEE) n° 595/72 de la Commission, du 24 mars 1972, fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle	1
Règlement (CEE) n° 596/72 de la Commission, du 24 mars 1972, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt	3
Règlement (CEE) n° 597/72 de la Commission, du 24 mars 1972, modifiant le correctif applicable à la restitution pour les céréales	5
Règlement (CEE) n° 598/72 de la Commission, du 24 mars 1972, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut	6
Règlement (CEE) n° 599/72 de la Commission, du 24 mars 1972, fixant les prélèvements à l'importation de viandes bovines congelées	7
Règlement (CEE) n° 601/72 de la Commission, du 24 mars 1972, relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de farine de froment tendre destinée à la République arabe égyptienne à titre d'aide	10
Règlement (CEE) n° 602/72 de la Commission, du 24 mars 1972, relatif aux adjudications pour la fourniture de lait écrémé en poudre à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial et au Comité international de la Croix-Rouge	13
Règlement (CEE) n° 603/72 de la Commission, du 24 mars 1972, concernant l'acheteur à prendre en considération pour la détermination de la valeur en douane	17
Règlement (CEE) n° 604/72 de la Commission, du 24 mars 1972, pris pour l'application de l'article 3 paragraphe 5 sous c) et paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif à la valeur en douane des marchandises	18

Conseil

72/142/CECA :

Décision du Conseil, du 21 mars 1972, portant modification de la décision concernant les indemnités des membres du Comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et des personnes appelées à participer, sur la base d'un statut particulier, aux travaux de ce Comité 20

Commission

72/143/CEE :

Décision de la Commission, du 15 mars 1972, fixant le montant maximum de la restitution pour la cinquième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 279/72 21

72/144/CEE :

Décision de la Commission, du 22 mars 1972, complétant la décision de la Commission, du 3 avril 1968, portant habilitation pour certaines mesures de gestion dans le cadre de l'organisation commune des marchés agricoles 22

Rectificatifs

Rectificatif à la directive du Conseil, du 19 juillet 1971, modifiant la directive du 26 juin 1964, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intra-communautaires d'animaux des espèces bovine et porcine (JO n° L 179 du 9. 8. 1971) 23

AVIS AUX LECTEURS

L'Office des publications officielles des Communautés européennes publiera le 27 mars 1972 une édition spéciale du Journal officiel des Communautés européennes qui contiendra les actes relatifs à l'adhésion aux Communautés européennes du royaume de Danemark, de l'Irlande, du royaume de Norvège et du royaume-uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Ce numéro spécial qui portera dans les langues actuelles des Communautés (allemand, français, italien, néerlandais) le numéro L 73 sera disponible dans les quatre langues officielles des Communautés ainsi qu'en anglais, danois, gaélique et norvégien.

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 595/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1679/71 ⁽³⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1679/71 aux prix d'offre et aux cours de ce jour dont la Commission a

eu connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur comme il est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} sous a), b) et c) du règlement n° 120/67/CEE sont fixés au tableau en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 mars 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 172 du 31. 7. 1971, p. 61.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 mars 1972, fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Unités de compte par tonne
10.01 A	Froment tendre et méteil	58,96
10.01 B	Froment dur	62,41 ⁽¹⁾ (⁵)
10.02	Seigle	54,24 ⁽⁶⁾
10.03	Orge	37,31
10.04	Avoine	48,84
10.05 A	Maïs hybride destiné à l'ensemencement	43,06 ⁽²⁾ (³)(⁴)
10.05 B	autre maïs	43,06 ⁽³⁾ (⁴)
10.07 A	Sarrasin	0
10.07 B	Millet	17,32
10.07 C	Graines de sorgho	40,48
10.07 D	autres céréales	0 ⁽⁵⁾
11.01 A	Farine de froment (blé) et de méteil	99,66
11.01 B	Farine de seigle	86,40
11.02 A I a	Gruaux et semoules de froment (blé dur)	106,92
11.02 A I b	Gruaux et semoules de froment (blé tendre)	106,80

⁽¹⁾ Pour le froment dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,50 UC/t.

⁽²⁾ Au plus 4 % de la valeur en douane.

⁽³⁾ Pour le maïs originaire des EAMA ou des PTOM, importé dans les départements d'outre-mer de la République française, le prélèvement est diminué de 6 UC/t.

⁽⁴⁾ Pour le maïs originaire de Tanzanie, d'Ouganda et du Kenya, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 0,75 UC/t.

⁽⁵⁾ Pour le froment dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,50 UC/t.

⁽⁶⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1234/71 du Conseil et n° 2019/71 de la Commission.

RÈGLEMENT (CEE) N° 596/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 15 paragraphe 6,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélève-
ments pour les céréales et le malt ont été fixées par le
règlement (CEE) n° 1680/71 ⁽³⁾ et tous les règle-
ments ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix
caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant

aux prélèvements, actuellement en vigueur, doivent
être modifiées conformément aux tableaux annexés
au présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le barème des primes qui s'ajoutent aux prélève-
ments fixés à l'avance pour les importations de
céréales et de malt visé à l'article 15 du règlement
n° 120/67/CEE est fixé comme indiqué aux tableaux
annexés au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 mars
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 172 du 31. 7. 1971, p. 63.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 mars 1972, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt

A. Céréales ⁽¹⁾

(UC / tonne)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 3	1 ^{er} term. 4	2 ^e term. 5	3 ^e term. 6
10.01 A	Froment tendre et méteil	0	0,75	0,75	1,05
10.01 B	Froment dur	0	0,35	0,35	2,55
10.02	Seigle	0	0	0	1,00
10.03	Orge	0	0	0	10,75
10.04	Avoine	0	0	0	0
10.05 A	Maïs hybride destiné à l'ensemencement	0	0	0	0
10.05 B	autre maïs	0	0	0	0
10.07 A	Sarrasin	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Graines de sorgho	0	0	0	0,50
10.07 D	Non dénommés	0	0	0	0

(¹) La durée de validité du certificat est limitée à 30 jours, conformément au règlement (CEE) n° 2196/71 (JO n° L 231 du 14. 10. 1971, p. 28).

B. Malt

(UC / 100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 3	1 ^{er} term. 4	2 ^e term. 5	3 ^e term. 6	4 ^e term. 7
11.07 A I (a)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0,134	0,134	0,187	0,187
11.07 A I (b)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0,100	0,100	0,140	0,140
11.07 A II (a)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0	0	1,914	1,914
11.07 A II (b)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0	0	1,430	1,430
11.07 B	Malt torréfié	0	0	0	1,666	1,666

RÈGLEMENT (CEE) N° 597/72 DE LA COMMISSION
du 24 mars 1972
modifiant le correctif applicable à la restitution pour les céréales

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 16 paragraphe 2 quatrième
alinéa deuxième phrase,

considérant que le correctif applicable à la restitution
pour les céréales a été fixé par le règlement (CEE)
n° 585/72 ⁽³⁾ ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix
caf d'achat à terme de ce jour et compte tenu de
l'évolution prévisible du marché pour le blé tendre, il

est nécessaire de modifier le correctif applicable à la
restitution pour les céréales, actuellement en vigueur,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le correctif applicable aux restitutions fixées à
l'avance pour les exportations de céréales, visé à
l'article 16 paragraphe 4 du règlement n° 120/67/
CEE, est modifié conformément au tableau annexé
au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 mars
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 71 du 24. 3. 1972, p. 5.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 mars 1972, modifiant le correctif applicable à la
restitution pour les céréales

(UC / tonne)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 3	1 ^{er} term. 4	2 ^e term. 5	3 ^e term. 6
10.01 A	Froment tendre et méteil	0	0	0	0
10.01 B	Froment dur	0	0	0	0
10.02	Seigle	0	0	0	0
10.03	Orge	0	0	0	0
10.04	Avoine	0	0	0	0
10.05 B	autre maïs	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Graines de sorgho	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CEE) N° 598/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18
décembre 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 14 paragraphe 7,considérant que les prélèvements applicables à
l'importation de sucre blanc et de sucre brut ont été
fixés par le règlement (CEE) n° 1387/71 ⁽³⁾ et tous
les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;considérant que l'application des règles et modalités
rappelées dans le règlement (CEE) n° 1387/71 auxdonnées dont la Commission dispose actuellement
conduit à modifier les prélèvements actuellement en
vigueur comme il est indiqué à l'annexe du présent
règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les prélèvements visés à l'article 14 paragraphe 1 du
règlement n° 1009/67/CEE sont, pour le sucre brut
de la qualité type et le sucre blanc, fixés comme
indiqué à l'annexe du présent règlement.*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 25 mars
1972.Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

*Par la Commission**Le président*

S. L. MANSOLT

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.⁽³⁾ JO n° L 145 du 1. 7. 1971, p. 37.

ANNEXE

(UC / 100 kg.)		
Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Montant du prélèvement
17.01	Sucres de betterave et de canne, à l'état solide :	
	A. dénaturés :	
	I. sucre blanc	7,50
	II. sucre brut	4,88 ⁽¹⁾
	B. non dénaturés :	
	I. sucre blanc	7,50
	II. sucre brut	4,88 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut importé s'écarte de 92 %, le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 837/68.

RÈGLEMENT (CEE) N° 599/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

fixant les prélèvements à l'importation de viandes bovines congelées

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2838/71 ⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 6,

considérant que, aux termes de l'article 13 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68, un prélèvement est perçu lors de l'importation des viandes congelées reprises à l'annexe section c) dudit règlement; que le prélèvement applicable aux produits relevant de la position 02.01 A II a) 2 aa) est égal à la différence entre :

- le prix d'orientation du produit correspondant, affecté d'un coefficient représentant le rapport existant dans la Communauté entre le prix de la viande fraîche d'une qualité concurrentielle de la viande congelée en question, de même présentation, et le prix moyen des gros bovins, et
- le prix du marché mondial pour la viande congelée, déterminé à partir des possibilités d'achat les plus favorables parmi les plus représentatives, en ce qui concerne la qualité et la quantité, du développement de ce marché, majoré de l'incidence du droit de douane et d'un montant forfaitaire représentant les frais spécifiques encourus à la suite de l'importation des viandes congelées;

considérant que, aux termes de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 990/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, relatif aux règles générales pour la fixation du prélèvement applicable à certaines viandes bovines congelées ⁽³⁾, le prix d'orientation du produit correspondant est le prix d'orientation pour les gros bovins; que ce prix d'orientation a été fixé par le règlement (CEE) n° 672/71 du Conseil, du 30 mars 1971 ⁽⁴⁾;

considérant que le coefficient susvisé, calculé selon les règles reprises à l'article 13 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 805/68, a été fixé à 1,53 par le règlement (CEE) n° 1072/68 de la Commission, du 25 juillet 1968, relatif à la détermination des éléments

de calcul du prélèvement pour certaines viandes bovines congelées ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1986/71 ⁽⁶⁾;

considérant que, aux termes de l'article 4 du règlement (CEE) n° 990/68, les possibilités d'achat les plus favorables parmi les plus représentatives en ce qui concerne la qualité et la quantité et visées à l'article 13 paragraphe 2 sous b) du règlement (CEE) n° 805/68 sont déterminées en tenant compte en premier lieu des offres franco frontière de la Communauté, ou, si ces offres ne sont pas suffisamment représentatives de la situation du marché, des offres faites sur le marché mondial, rendues franco frontière de la Communauté, pour les différents produits figurant à l'annexe section c) du règlement (CEE) n° 805/68; que, pour les produits autres que ceux visés à l'article 13 paragraphe 2 premier alinéa du règlement précité, le prix d'offre est converti en un prix se référant aux produits dudit alinéa, sur la base des coefficients visés à l'article 13 paragraphe 3 du même règlement; que ces coefficients ont été fixés à l'annexe du règlement (CEE) n° 1072/68;

considérant que, aux termes de l'article 2 du règlement (CEE) n° 1072/68, pour la détermination du prix du marché mondial visé à l'article 13 paragraphe 2 sous b) du règlement (CEE) n° 805/68, la Commission doit écarter les prix d'offre qui ne correspondent pas aux possibilités d'achat réelles, qui portent sur une faible quantité non représentative ou qui se réfèrent à des qualités qui diffèrent sensiblement de celles représentant la plus grande partie des produits qui entrent dans le commerce international; que doivent être également exclus, les prix d'offre pour lesquels l'évolution des prix en général ou les informations disponibles permettent à la Commission de croire qu'ils ne sont pas représentatifs de la tendance réelle des prix du pays de provenance;

considérant que les offres faites sur le marché mondial sont rendues franco frontière de la Communauté, en tenant compte des frais de transport et d'assurance normalement pratiqués, dont la Commission a connaissance;

considérant que le montant forfaitaire visé à l'article 13 paragraphe 2 sous b) du règlement (CEE) n° 805/68, est fixé à 3 unités de compte par 100 kg;

considérant que, aussi longtemps que le prix du marché mondial pour la viande congelée diffère de

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO n° L 286 du 30. 12. 1971, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 12.

⁽⁴⁾ JO n° L 77 du 1. 4. 1971, p. 8.

⁽⁵⁾ JO n° L 180 du 26. 7. 1968, p. 21.

⁽⁶⁾ JO n° L 209 du 15. 9. 1971, p. 27.

moins de 1 unité de compte par 100 kg du prix du marché mondial antérieurement retenu, ce dernier prix est maintenu ;

considérant que l'article 13 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 805/68 prévoit que, pour les viandes congelées reprises à l'annexe section c) sous les positions 02.01 A II a) 2 bb), 02.01 A II a) 2 cc) et 02.01 A II a) 2 dd) dudit règlement, le prélèvement est égal à celui applicable au produit figurant à la même section sous la position 02.01 A II a) 2 aa) affecté du coefficient forfaitaire fixé pour chacun des produits en cause ; que ce coefficient a été fixé à l'annexe du règlement (CEE) n° 1072/68 ; que ce règlement définit, en outre, les exigences auxquelles doivent répondre certains produits pour lesquels le prélèvement est fixé à l'aide de ces coefficients ;

considérant que, aux termes de l'article 13 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 805/68, dans le cas où les libres cotations sur le marché mondial ne sont pas déterminantes pour le prix d'offre et où le prix est moins élevé que ces cotations, le prix du marché mondial pour la viande congelée visé au paragraphe 2 dudit article est remplacé, pour les seules importations en cause, par un prix spécial calculé en fonction du prix d'offre ;

considérant que, sous réserve de ce qui a été dit ci-dessus, le prélèvement visé à l'article 13 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68, est fixé avant le 25 de chaque mois et applicable à partir du premier lundi du mois suivant ; que, toutefois, le prélèvement est modifié dans l'intervalle s'il est constaté que le prix du marché mondial pour la viande congelée subit des variations importantes ;

considérant que, conformément à l'article 20 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68, la nomenclature prévue au présent règlement est reprise dans le tarif douanier commun ;

considérant qu'il résulte de l'application des dispositions des règlements susvisés aux données et cotations dont la Commission a eu connaissance, que les prélèvements pour les viandes congelées doivent être fixés comme indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements visés à l'article 13 du règlement (CEE) n° 805/68, sont fixés comme indiqué à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Les produits relevant :

- de la position 02.01 A II a) 2 aa),
 - de la position 02.01 A II a) 2 bb) et cc),
- sont ceux qui correspondent aux définitions visées au règlement (CEE) n° 1072/68, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1986/71, pour le produit en cause.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 3 avril 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

RÈGLEMENT (CEE) N° 601/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de farine de froment tendre destinée à la République arabe égyptienne à titre d'aide

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 290/69 du Conseil, du 17 février 1969, fixant les critères de mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 832/69 ⁽⁴⁾, reconduit par les règlements (CEE) n° 2338/69 ⁽⁵⁾ et (CEE) n° 2046/70 ⁽⁶⁾, et notamment son article 4 paragraphe 2,

considérant que, le 6 avril 1971, le Conseil des Communautés européennes a exprimé son intention d'octroyer, sous forme de farine, dans le cadre d'une action communautaire, l'équivalent de 15 100 tonnes de froment tendre, soit 10 000 tonnes de farine de froment tendre à la République arabe égyptienne au titre de son programme d'aide alimentaire pour 1970/1971 ;

considérant que l'examen de la situation du marché des céréales en France conduit à faire application des critères prévus à l'article 2 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 290/69 du Conseil, et notamment à acheter les produits sur le marché de la Communauté ;

considérant qu'il convient que l'adjudication envisagée porte sur la fourniture du produit mis en fob ;

considérant que l'adjudication doit être attribuée au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre ;

considérant qu'il paraît nécessaire de préciser, pour les cas de force majeure ayant empêché la réalisation de l'opération en cause dans les délais prévus, à qui incombent les frais éventuels résultant de cette situation ;

considérant qu'il convient de prévoir la constitution d'une caution destinée à garantir le respect des obligations découlant de la participation à l'adjudication en vue de la fourniture à la République arabe égyptienne ;

considérant qu'il convient, en tout état de cause, de mandater l'organisme d'intervention de l'État membre intéressé pour l'exécution de l'adjudication considérée ;

considérant qu'il importe pour la Commission d'être informée rapidement sur les offres présentées à l'adjudication ainsi que sur celles qui ont été retenues par l'organisme d'intervention ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Est mise en adjudication la fourniture à la République arabe égyptienne, dans le cadre d'une action communautaire au titre de l'aide alimentaire, de 10 000 tonnes de farine de froment tendre.
2. L'adjudication sera réalisée en France, en deux lots.
3. Le produit sera mobilisé sur le marché de la Communauté.
4. La farine de froment tendre visée au paragraphe 1 doit être mise en fob, en sacs de jute neufs, d'une contenance de 67,485 kilogrammes net, par l'adjudicataire dans les ports repris à l'annexe, tous les frais de bardis et d'arrimage étant à charge de la République arabe égyptienne.
5. Les sacs de jute seront marqués comme suit par impression sur l'emballage extérieur :

« WHEAT FLOUR — GIFT OF THE EUROPEAN COMMUNITY »

Article 2

1. L'adjudication visée à l'article 1^{er} aura lieu le 6 avril 1972.
2. La date limite de remise des offres est fixée au 6 avril 1972 à 12 heures.

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.⁽³⁾ JO n° L 41 du 18. 2. 1969, p. 2.⁽⁴⁾ JO n° L 107 du 6. 5. 1969, p. 3.⁽⁵⁾ JO n° L 298 du 27. 11. 1969, p. 8.⁽⁶⁾ JO n° L 228 du 15. 10. 1970, p. 1.

3. La publication au *Journal officiel des Communautés européennes* des avis d'adjudication est effectuée dix jours au moins avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 3

L'adjudicataire est celui qui présente l'offre la plus favorable.

Toutefois, si les offres à l'adjudication ne semblent pas correspondre aux prix et aux frais normalement pratiqués sur le marché, l'organisme d'intervention peut annuler l'adjudication.

Article 4

Lorsque l'adjudicataire ne peut mettre les produits en fob à la date à fixer dans l'avis d'adjudication par suite de la mise à disposition tardive des navires assurant le transport par mer, les frais résultant de ce retard sont pris en charge par l'organisme d'intervention.

Article 5

1. Une caution de 10 unités de compte par tonne de produit est constituée par l'adjudicataire, elle garantit la bonne fin des opérations visées aux articles 1^{er} et 6. Cette caution reste acquise si les opérations en cause ne sont pas réalisées dans le délai prévu, sauf pour les quantités non réalisées pour cas de force majeure.

2. La caution visée au paragraphe 1 peut être constituée en espèces ou sous forme de garantie donnée par un établissement de crédit répondant aux critères fixés par l'État membre.

Article 6

1. Le produit visé à l'article 1^{er}, en vue de la fourniture à la République arabe égyptienne, doit répondre aux caractéristiques reprises ci-dessous :

- humidité : 14 % maximum,
- teneur en protéines : 10,5 % minimum (N x 625 sur matière sèche),
- teneur en cendres : 0,52 % maximum rapportée à la matière sèche.

Si le produit visé à l'article 1^{er} ne correspond pas aux caractéristiques précitées, il est refusé et est acquis à l'adjudicataire.

2. L'offre pour le produit visé à l'article 1^{er}, en vue de la fourniture à la République arabe égyptienne, doit être faite pour les caractéristiques reprises ci-dessous :

- humidité : 14 % maximum,
- teneur en protéines : 10,5 % minimum (N x 625 sur matière sèche),
- teneur en cendres : 0,52 % maximum rapportée à la matière sèche.

Article 7

1. L'organisme d'intervention français est chargé des opérations afférentes à l'adjudication faisant l'objet du présent règlement.

2. Il adresse immédiatement à la Commission la liste nominative des firmes ayant participé à l'appel d'offres, mentionnant pour chacune d'elles les offres remises ainsi que le nom et la raison sociale de l'adjudicataire.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

ANNEXE

N° du lot	Port d'embarquement	Tonnage à mettre en fob	Cadence minimum de chargement à respecter/jour
1	} Ports méditerranéens	5 000	} Coutume du port
2		5 000	

RÈGLEMENT (CEE) N° 602/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

relatif aux adjudications pour la fourniture de lait écrémé en poudre à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial et au Comité international de la Croix-Rouge

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 442/72 du Conseil, du 28 février 1972, relatif à la fourniture de produits laitiers au titre de l'aide alimentaire ⁽¹⁾, et notamment son article 3,

considérant que, aux termes du règlement (CEE) n° 442/72, la fourniture de lait écrémé en poudre au programme alimentaire mondial ou au Comité international de la Croix-Rouge est assurée par l'achat de ce produit sur le marché de la Communauté, si les disponibilités des stocks publics de la Communauté ne permettent pas de livrer à ces organismes les quantités prévues dans le cadre des accords conclus ;

considérant qu'en présence de la situation à laquelle les mesures précitées sont destinées à remédier, il y a lieu d'arrêter les modalités de leur mise en œuvre ;

considérant qu'en ce qui concerne la procédure d'adjudication, il convient de reprendre pour l'essentiel celle suivie jusqu'à présent pour les fournitures au programme alimentaire mondial et notamment les modalités prévues au règlement (CEE) n° 900/70 de la Commission, du 19 mai 1970, relatif à des adjudications pour la fourniture de 16 000 tonnes de butteroil destiné au programme alimentaire mondial ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 789/71 ⁽³⁾ ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

La fourniture de lait écrémé en poudre au programme alimentaire mondial et au Comité interna-

tional de la Croix-Rouge est mise en adjudication conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 442/72.

Article 2

La livraison est effectuée fob port d'embarquement à une date à déterminer.

Article 3

1. L'adjudication visée à l'article 1^{er} est assurée par les organismes compétents des États membres selon les dispositions à déterminer.

2. L'organisme compétent établit un avis d'adjudication dont la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* est effectuée dix jours au moins avant la date limite fixée pour la présentation des offres.

Article 4

1. Les intéressés participent à l'adjudication, soit par dépôt de l'offre écrite auprès de l'organisme compétent contre accusé de réception, soit par lettre recommandée.

2. Dans le cas où l'adjudication concerne plusieurs lots, chaque offre ne peut porter que sur un lot.

3. L'offre indique notamment :

- a) le nom et l'adresse du soumissionnaire ;
- b) le montant, exprimé dans la monnaie de l'État membre auprès duquel l'offre est introduite, auquel le soumissionnaire s'engage à livrer fob port d'embarquement la quantité de lait écrémé en poudre faisant l'objet de son offre ;
- c) le port d'embarquement choisi parmi les ports suivants : Anvers, Brême, Dunkerque, Gênes, Hambourg, Le Havre, Marseille, Rotterdam et Trieste.

4. Une offre n'est valable que si :

- a) elle porte sur la totalité d'un lot ;

⁽¹⁾ JO n° L 54 du 3. 3. 1972, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 108 du 20. 5. 1970, p. 13.

⁽³⁾ JO n° L 86 du 16. 4. 1971, p. 24.

- b) la preuve de la constitution de la caution visée à l'article 6 est apportée avant l'expiration du délai fixé pour la présentation des offres.

Article 5

1. Les formalités douanières d'exportation sont effectuées dans l'État membre où l'offre a été retenue.

2. Si le port désigné dans l'offre se trouve dans un autre État membre que celui où les formalités douanières d'exportation ont été accomplies, le produit, dès l'accomplissement de ces formalités, est placé sous un régime de contrôle douanier assurant son embarquement au port désigné dans l'offre.

La preuve de l'embarquement ne peut être apportée que par la production de l'exemplaire de contrôle visé à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2315/69 ⁽¹⁾.

Les cases nos 101, 103 et 104 figurant sur l'exemplaire de contrôle sont remplies. La case n° 104 est remplie en rayant les mentions inutiles et en indiquant sous le deuxième tiret l'une des mentions suivantes :

- « Livraison fob de lait écrémé en poudre à titre d'aide alimentaire (règlement (CEE) n° 602/72) destinée à être embarquée au port de »
- « Lieferung fob von Magermilchpulver als Nahrungsmittelhilfe (Verordnung (EWG) Nr. 602/72) zur Verschiffung im Hafen von bestimmt »
- « Fornitura fob di latte scremato in polvere a titolo di aiuto alimentare (regolamento (CEE) n. 602/72) destinata ad essere imbarcata nel porto di »
- « Levering f.o.b. van magere melkpoeder als voedselhulp (Verordening (EEG) nr. 602/72) bestemd om te worden verscheept in de haven van »

Article 6

La caution d'adjudication s'élève à 10 UC par tonne de lait écrémé en poudre. Elle est constituée, au choix de l'État membre, soit sous forme d'un chèque adressé à l'organisme compétent, soit sous forme d'une garantie répondant aux critères fixés par l'État membre concerné.

Article 7

Compte tenu des offres reçues et selon la procédure prévue à l'article 30 du règlement (CEE) n° 804/68, il est fixé un montant maximum par lot ou décidé de ne pas donner suite à l'adjudication.

Article 8

1. L'offre est refusée si le montant proposé est supérieur au montant maximum valable pour le lot en cause.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, l'adjudicataire est celui qui a présenté l'offre dont le montant est le moins élevé. Dans le cas où plusieurs offres portant sur le même montant exprimé en unités de compte devraient être prises en considération, l'adjudication est attribuée par tirage au sort.

3. Chaque soumissionnaire est immédiatement informé par l'organisme compétent du résultat de sa participation à l'adjudication.

4. Les droits et obligations découlant de l'adjudication ne sont pas transmissibles.

Article 9

L'adjudicataire effectue, au port désigné dans l'offre et aux dates fixées par le programme alimentaire mondial ou par le Comité international de la Croix-Rouge, la livraison fob du lait écrémé en poudre faisant l'objet de l'offre et répondant aux exigences en matière de qualité et d'emballage prévues à l'annexe du présent règlement. La livraison fob est considérée comme effectuée au moment où le lait écrémé en poudre a passé le bastingage du navire au port d'embarquement.

Article 10

1. L'organisme compétent de l'État membre où l'offre a été retenue contrôle la conformité de la qualité et de l'emballage du lait écrémé en poudre concerné avec les conditions figurant à l'annexe du présent règlement.

2. Si la conformité est constatée, cet organisme délivre à l'adjudicataire, avant l'accomplissement des formalités douanières visées à l'article 5 paragraphe 1, une attestation établissant que les conditions visées au paragraphe 1 du présent article sont remplies.

⁽¹⁾ JO n° L 295 du 24. 11. 1969, p. 14.

3. Après la livraison fob dans les conditions visées à l'article 9 et sur présentation de l'attestation visée au paragraphe 2, l'organisme compétent de l'État membre où l'embarquement a lieu délivre un certificat attestant cette livraison.

4. En outre, l'adjudicataire se soumet à tout contrôle quantitatif effectué au port par le représentant du programme alimentaire mondial ou du Comité international de la Croix-Rouge.

Article 11

1. Le montant visé à l'article 2 sous a) du règlement (CEE) n° 442/72 n'est versé que sur présentation du document visé à l'article 10 paragraphe 3 et également de l'exemplaire de contrôle dans le cas prévu à l'article 5 paragraphe 2.

2. L'organisme compétent de l'État membre auprès duquel l'offre retenue a été déposée assure dans les meilleurs délais le versement :

- a) à l'adjudicataire du montant visé au paragraphe 1,
- b) selon le cas :
 - au PAM d'une contribution forfaitaire de 55 unités de compte par tonne de lait écrémé en poudre livrée correspondant aux frais d'acheminement et de distribution,
 - au Comité international de la Croix-Rouge, sur pièces justificatives, du montant correspondant aux frais encourus par cet organisme entre le stade fob et le stade caf.

Article 12

A l'exclusion des cas de force majeure, l'adjudicataire prend à sa charge toutes les conséquences financières qui seraient à supporter par la Communauté du fait

de la non-livraison du lait écrémé en poudre au lieu et en temps voulu, le programme alimentaire mondial ou le Comité international de la Croix-Rouge ayant rendu possible la livraison au lieu et en temps indiqués. Les frais résultant d'une non-livraison du lait écrémé en poudre par suite d'un cas de force majeure sont pris en charge par l'organisme compétent de l'État membre où l'offre a été retenue.

Article 13

1. Sauf cas de force majeure, la caution d'adjudication visée à l'article 6 n'est libérée que :

- a) si le soumissionnaire n'a pas retiré l'offre avant la décision de l'attribution de l'adjudication et s'il a fourni à l'organisme compétent les pièces justificatives visées à l'article 11 paragraphe 1;
- b) s'il n'a pas été donné suite à l'offre.

2. La libération de la caution a lieu immédiatement.

3. En cas de force majeure, l'organisme compétent concerné détermine les mesures qu'il juge nécessaires en raison des circonstances invoquées.

Article 14

Aucune restitution ni aucun montant compensatoire ne sont appliqués pour le lait écrémé en poudre livré au titre du présent règlement.

Article 15

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

ANNEXE

I. Exigences auxquelles doit répondre le lait écrémé en poudre « spray » en matière de qualité :

a) teneur en matières grasses :	au maximum 1,5 %
b) teneur en eau :	au maximum 4,0 %
c) acidité totale exprimée en acide lactique :	au maximum 0,15 % (18 ° Dornic)
d) recherche des neutralisants :	négatif
e) additifs autorisés :	aucun
f) épreuve de la phosphatase :	négatif
g) solubilité :	au maximum 0,5 ml (au minimum 99 %)
h) degré de pureté :	au minimum disque B (15,0 mg)
i) teneur en germes :	au maximum 50 000 par g
k) titre de colibacilles :	négatif dans 0,1 g
l) goût et odeur :	franc
m) aspect :	couleur blanche ou légèrement jaunâtre, absence d'impuretés et de parcelles colorées

II. Emballages :

- a) d'un contenu d'un poids net de 25 kilogrammes.
- b) confection :
- 4 sacs en papier « Kraft », d'une résistance correspondant à un poids d'au moins 70 g par m²,
 - 1 sac en papier goudronné interposé, d'une résistance correspondant à un poids d'au moins 140 g par m²,
 - 1 poche intérieure en polyéthylène, d'au moins 0,06 mm d'épaisseur, soudée ou à double ligature.
- Pour les fournitures à l'Inde et au Pakistan, la poche intérieure en polyéthylène d'au moins 0,08 mm d'épaisseur sera indépendante et fermée par une double ligature.

III. Marquage des emballages :

Le sac porte les indications suivantes dans la langue désignée par l'organisme compétent :

- a) le port de destination, (exclusivement pour les livraisons au PAM)
- b) la dénomination « Poudre de lait écrémé »,
- c) la mention :
« Don des Communautés européennes — Action programme alimentaire mondial »
(exclusivement pour les livraisons au PAM)
- d) Poids net : « 25 kilogrammes »
- e) le nom et l'adresse de l'entreprise adjudicataire.

RÈGLEMENT (CEE) N° 603/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

concernant l'acheteur à prendre en considération pour la détermination de la valeur en douane

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif à la valeur en douane des marchandises ⁽¹⁾, et notamment ses articles 1^{er}, 9 et 17,

considérant que l'article 1^{er}, paragraphe 1 du règlement susmentionné dispose que, pour l'application du tarif douanier commun, la valeur en douane des marchandises importées est le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises; que, en vertu du paragraphe 2 du même article, il est supposé que « les marchandises sont livrées à l'acheteur au lieu d'introduction dans le territoire douanier de la Communauté » et que « le vendeur supporte tous les frais se rapportant . . . à la livraison des marchandises au lieu d'introduction » ;

considérant que les dispositions précitées permettent d'inférer que la conception du prix normal implique une vente conclue en vue de l'importation des marchandises dans le territoire douanier de la Communauté et de leur intégration dans l'économie de ce territoire ;

considérant que la constatation des éléments de fait nécessaires pour l'application pratique des principes

susmentionnés ne peut être réalisée que dans le cas où le prix payé ou à payer déclaré comme base pour la détermination de la valeur en douane est fait à un acheteur établi dans le territoire douanier de la Communauté; qu'il y a lieu de regarder comme tel l'acheteur qui y a sa résidence ou son siège commercial ;

considérant que les dispositions du présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de la valeur en douane,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Pour l'application des dispositions du règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif à la valeur en douane des marchandises, et sans préjudice des autres conditions définies par ce règlement, le prix payé ou à payer ne pourra être admis comme valeur en douane que pour autant qu'il ait été convenu lors d'une vente à un acheteur établi dans le territoire douanier de la Communauté.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 6.

RÈGLEMENT (CEE) N° 604/72 DE LA COMMISSION

du 24 mars 1972

pris pour l'application de l'article 3 paragraphe 5 sous c) et paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif à la valeur en douane des marchandises

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif à la valeur en douane des marchandises ⁽¹⁾, et notamment son article 3 paragraphe 5 sous c), paragraphe 6 et son article 17,

considérant que, lorsque des marchandises sont importées pour faire l'objet après ouvrage ou transformation ultérieure, soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque, la valeur du droit d'utiliser la marque sera comprise en totalité dans le prix normal des marchandises à évaluer dans les cas visés par l'article 3 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil; qu'en revanche une telle valeur sera exclue en totalité de ce prix dans les cas visés par le paragraphe 5 de ladite disposition; que, par ailleurs, une partie de cette valeur sera comprise dans ledit prix dans les cas visés par le paragraphe 6 de la même disposition;

considérant que, selon le paragraphe 5 sous c) dudit article, la valeur du droit d'utiliser une marque de fabrique ou de commerce étrangère ne sera pas comprise dans le prix normal des marchandises à évaluer à condition que les dispositions du paragraphe 4 sous a) ne soient pas applicables et lorsque, selon la procédure prévue à l'article 17 du même règlement, des critères sont établis pour les marchandises dont la valeur est relativement faible par rapport à celle des produits finis;

considérant par ailleurs que le paragraphe 6 de l'article précité prévoit une répartition de la valeur du droit d'utiliser une marque de fabrique ou de commerce étrangère, lorsque les dispositions des paragraphes 4 et 5 ne sont pas applicables, la partie de cette valeur imputable aux ouvraisons ou transformations effectuées après l'importation étant exclue du prix normal des marchandises à évaluer;

considérant qu'il y a lieu de déterminer les modalités d'application du paragraphe 5 sous c) de l'article 3 précité ainsi que de donner au paragraphe 6 du même article une interprétation susceptible d'assurer l'application uniforme de cette disposition dans la Communauté;

considérant dès lors qu'il convient en premier lieu de fixer la limite dans laquelle la valeur des marchandises importées peut être considérée comme étant relativement faible par rapport à celle des produits finis; que, selon les éléments d'information actuellement disponibles, la fixation à 25 % de cette limite semble pouvoir assurer une application satisfaisante de l'article 3 paragraphe 5 sous c) précité;

considérant qu'il convient de déterminer pour l'application du paragraphe 6 de l'article 3 précité, le rapport entre la valeur en douane des marchandises importées, abstraction faite de tout élément relatif au droit d'utiliser la marque de fabrique ou de commerce étrangère et la valeur des opérations effectuées après l'importation; que pour l'application des paragraphes 5 sous c) et 6 de l'article 3 précité, il est indiqué de définir les éléments constitutifs de la valeur des opérations effectuées après l'importation;

considérant que les dispositions du présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de la valeur en douane,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Pour l'application de l'article 3, paragraphe 5 sous c) du règlement (CEE) n° 803/68, la valeur du droit d'utiliser une marque de fabrique ou de commerce étrangère est exclue en totalité du prix normal des marchandises à évaluer lorsque la valeur en douane des marchandises importées, abstraction faite de tout élément relatif au droit d'utiliser la marque, n'est pas supérieure à 25 % du coût total de production des produits finis.

Article 2

Le coût total de production des produits finis au sens de l'article 1^{er} est égal à la valeur en douane des marchandises importées, abstraction faite de tout élément relatif au droit d'utiliser la marque, majorée de la valeur des opérations effectuées après l'importation.

Les éléments constitutifs de la valeur des opérations effectuées après l'importation sont définis à l'annexe du présent règlement.

Article 3

Pour l'application de l'article 3 paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 803/68, la partie de la valeur

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 6.

du droit d'utiliser la marque à comprendre dans le prix normal des marchandises à évaluer est déterminée sur la base d'un partage proportionnel entre la valeur en douane des marchandises importées, abstraction faite de tout élément relatif au droit

d'utiliser la marque et la valeur des opérations effectuées après l'importation.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

ANNEXE

Éléments constitutifs de la valeur des opérations effectuées après l'importation

Les éléments constitutifs de la valeur des opérations effectuées après l'importation sont les suivants :

1. *Les coûts des marchandises*, autres que celles à évaluer, mises en œuvre lors de l'ouvroison ou de la transformation ultérieure.

Ces coûts comprennent notamment :

- a) les coûts des matériaux entrant dans la fabrication des produits finis, y compris les frais de transport, d'assurance, d'analyse, de stockage ou d'emmagasinage y afférents, à l'exception des taxes et impôts à la consommation et prélèvements similaires se rapportant directement à ces matériaux ;
- b) les coûts des matières auxiliaires utilisées lors de la fabrication ;
- c) les coûts des emballages d'un type usuel constituant l'enveloppe directe des produits finis.

2. *Les coûts de fabrication* relatifs à l'ouvroison ou à la transformation ultérieure.

Ces coûts comprennent notamment :

- a) la main-d'œuvre, à savoir les salaires, y compris les primes et avantages en nature ;
- b) les charges sociales ;
- c) les primes d'assurances ;
- d) les loyers des locaux et équipements industriels ;
- e) l'amortissement des locaux et équipements industriels ;
- f) les frais de développement, d'essais et de recherches ;
- g) les redevances pour droits de brevet et de licence.

3. *Le bénéfice* afférent aux opérations effectuées après l'importation.
-

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 21 mars 1972

portant modification de la décision concernant les indemnités des membres du Comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et des personnes appelées à participer, sur la base d'un statut particulier, aux travaux de ce Comité

(72/142/CECA)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne du charbon et de l'acier, et notamment son article 18,

vu le traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes ⁽¹⁾, et notamment son article 6,

considérant qu'à la suite de la décision du Conseil des 15 et 16 janvier 1953, relative aux indemnités allouées aux personnes appelées à participer, sur la base d'un statut particulier, aux travaux du Comité consultatif ⁽²⁾, ces personnes ont été traitées, en ce qui concerne les indemnités, sur un pied d'égalité avec les membres de ce Comité,

DÉCIDE :

Article premier

Le texte du paragraphe 1 premier alinéa de l'annexe à la décision du Conseil, du 15 octobre 1968,

concernant les indemnités des membres du Comité consultatif de la Communauté économique européenne du charbon et de l'acier et des personnes appelées à participer, sur la base d'un statut particulier, aux travaux de ce Comité, est remplacé par le texte suivant :

« L'indemnité journalière pour chaque jour de réunion et pour chaque jour de voyage est fixée à 1 800 FB. »

Article 2

La présente décision prend effet le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 21 mars 1972.

Par le Conseil

Le président

G. THORN

⁽¹⁾ JO n° 152 du 13. 7. 1967, p. 2.

⁽²⁾ JO n° 1 du 10. 2. 1953, p. 15/53.

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15 mars 1972

fixant le montant maximum de la restitution pour la cinquième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 279/72

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

(72/143/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾, et notamment son article 10 paragraphe 3,

considérant que, conformément au règlement (CEE) n° 279/72 de la Commission, du 8 février 1972, concernant une adjudication permanente pour la vente de sucre blanc destiné à l'exportation et détenu par l'organisme d'intervention français ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 397/72 ⁽⁴⁾, ledit organisme procède à des adjudications partielles pour la vente de sucre blanc qu'il détient et pour la détermination de la restitution à l'exportation de ce sucre ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 7 du règlement (CEE) n° 258/72 de la Commission, du 3 février 1972, établissant des modalités d'application en ce qui concerne la vente de sucre par adjudication par les organismes d'intervention ⁽⁵⁾, lorsque les conditions d'adjudication ne prévoient pas de montant maximum pour la restitution, celui-ci est fixé pour l'adjudication en cause, après examen des offres reçues, selon la procédure prévue à l'article 40 du règlement n° 1009/67/CEE et compte tenu notamment des conditions de marché et des possibilités

d'écoulement ; que, d'après ces critères, il convient de fixer, pour la cinquième adjudication partielle, le montant maximum comme indiqué à l'article 1^{er} ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la cinquième adjudication partielle, effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 279/72 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 15 mars 1972, le montant maximum de la restitution à l'exportation pour l'attribution de l'adjudication est, par 100 kilogrammes de sucre blanc, fixé à 1,930 unité de compte.

Article 2

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 15 mars 1972.

Par la Commission

Le vice-président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 35 du 9. 2. 1972, p. 33.

⁽⁴⁾ JO n° L 50 du 26. 2. 1972, p. 73.

⁽⁵⁾ JO n° L 31 du 4. 2. 1972, p. 22.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 22 mars 1972

complétant la décision de la Commission, du 3 avril 1968, portant habilitation pour certaines mesures de gestion dans le cadre de l'organisation commune des marchés agricoles

(72/144/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes,

vu le règlement intérieur provisoire de la Commission du 6 juillet 1967 ⁽¹⁾, modifié par la décision du 2 juillet 1970 ⁽²⁾,

considérant que, par sa décision du 3 avril 1968 ⁽³⁾, complétée en dernier lieu par sa décision du 26 mai 1971 ⁽⁴⁾, la Commission a institué un régime d'habilitation pour l'adoption de certaines mesures de gestion dans le cadre de l'organisation commune des marchés agricoles ;

considérant que les motifs qui ont amené la Commission à instaurer ce système sont également valables pour la fixation des prélèvements à l'exportation visés à l'article 16 du règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽⁵⁾ ;

considérant qu'en vertu de l'article 2 du règlement (CEE) n° 2049/69 du Conseil, du 17 octobre 1969, établissant les règles générales relatives à la dénaturation du sucre en vue de l'alimentation animale ⁽⁶⁾, les primes de dénaturation sont fixées de façon uniforme pour toute la Communauté ou à la suite d'une adjudication ; que dans ce dernier cas l'adjudication doit porter sur le montant de la prime de dénaturation ; qu'à cet effet, l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 2049/69 prévoit la fixation d'un montant maximum ou la décision de ne pas donner suite à l'adjudication ;

considérant que le montant maximum de la prime de dénaturation du sucre ou la prime de dénaturation uniforme visés aux articles 3 et 4 du règlement (CEE) n° 2049/69 doivent, en raison des exigences du commerce, intervenir dans un laps de temps bref après l'expiration du délai de présentation des offres ou après l'examen des éléments de la situation du marché entraînant la fixation ou la

modification de la prime de dénaturation uniforme ; qu'il convient d'utiliser dans ces cas la procédure d'habilitation et dès lors de compléter la décision du 3 avril 1968 visée ci-dessus,

DÉCIDE :

Article premier

1. L'article 1^{er} paragraphe 1 sous d), de la décision de la Commission, du 3 avril 1968, portant habilitation pour certaines mesures de gestion dans le cadre de l'organisation commune des marchés agricoles est complété par les alinéas suivants :

« — la prime de dénaturation uniforme, les montants maxima de la prime de dénaturation ou la décision de ne pas donner suite à l'adjudication prévus aux articles 2 paragraphe 1 et 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 2049/69 du Conseil, du 17 octobre 1969, établissant les règles générales à la dénaturation du sucre en vue de l'alimentation animale ;

— les prélèvements à l'exportation prévus à l'article 16 paragraphe 5 du règlement n° 1009/67/CEE. »

2. A l'article 1^{er} paragraphe 1 sous d) troisième tiret de la décision susvisée, la référence à l'article 7 du règlement (CEE) n° 1987/69 est à remplacer par celle à l'article 9 du règlement (CEE) n° 258/72.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le 27 mars 1972. Elle sera publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 22 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° 147 du 11. 7. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 145 du 3. 7. 1970, p. 28.

⁽³⁾ JO n° L 89 du 10. 4. 1968, p. 13.

⁽⁴⁾ JO n° L 115 du 27. 5. 1971, p. 44.

⁽⁵⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽⁶⁾ JO n° L 263 du 21. 10. 1969, p. 1.

RECTIFICATIFS

Rectificatif à la directive du Conseil, du 19 juillet 1971, modifiant la directive du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine

(Journal officiel des Communautés européennes n° L 179 du 9 août 1971, page 1)

Le texte de l'article 2 est remplacé par le texte suivant :

« A l'article 2, les alinéas d) et f) sont supprimés et la désignation des alinéas est adaptée en conséquence.

Au nouvel alinéa d), la mention « annexe A point 1 2 » est remplacée par « l'annexe A point I ».

Au nouvel alinéa e), la mention « annexe A point II A 2 » est remplacée par la mention « annexe A point II A 1 ».

Au nouvel alinéa f), la mention « annexe A point II A 3 » est remplacée par la mention « annexe A point II A 2 ». »

Au paragraphe 3 de l'article 3 sous a) et b) après les mots « précédant l'embarquement » est ajouté le mot « et ».

Après le paragraphe 5 de l'article 3 un paragraphe 6 ainsi libellé est inséré :

« 6. Le texte du paragraphe 6 est modifié de la manière suivante :

a) à l'alinéa b), les mots « effectués dans les 30 jours précédant l'embarquement et » sont insérés après les mots « avoir réagi négativement à une intradermotuberculination » et la mention « des annexes A et B » figurant à la dernière ligne est remplacée par la mention « de l'annexe B » ;

b) à l'alinéa c), les mots « effectués dans les 30 jours précédant l'embarquement et » sont insérés après les mots « lors d'une séro-agglutination » et la mention « des annexes A et C » est remplacée par la mention « de l'annexe C ». »

Le chiffre « 6 » figurant au début du dernier paragraphe de l'article 3 est remplacé par le chiffre « 7 ».

Après le nouveau paragraphe 7 de l'article 3 un nouveau paragraphe 8 ainsi libellé est inséré :

« 8. Le texte du paragraphe 12 est modifié de la manière suivante :

La mention « article 2 alinéa l) » est remplacée par la mention « article 2 alinéa i) ». »

A l'article 5 dans le nouveau texte de l'article 7 paragraphe 1 sous C, les mots « effectués dans les 30 jours précédant l'embarquement et » sont insérés après les mots « lors d'une séro-agglutination ».

A l'article 9 dans le nouveau texte de l'annexe A chapitre I sous c) i), les mots « le pourcentage d'exploitations comportant des bovins et infectés » sont remplacés par les mots « le pourcentage des cheptels bovins infectés ».

A l'article 9 dans le nouveau texte de l'annexe A chapitre II A paragraphe 1 c), le dernier alinéa doit être compris sous ii).

A l'article 9 dans le nouveau texte de l'annexe A chapitre II A paragraphe 1 d), les termes « au plus tôt 30 jours avant l'introduction » sont remplacés par les termes « dans les 30 jours avant l'introduction ».

A l'article 9 dans le nouveau texte de l'annexe A chapitre II A paragraphe 4 troisième tiret, les termes « au plus tôt 30 jours avant leur introduction » sont remplacés par les termes « dans les 30 jours avant leur introduction ».

A l'annexe dans le nouveau texte de l'annexe F modèle II :

-- le texte du littera f) du point V est remplacé par le texte suivant :

« f) Ils ne proviennent ni d'une exploitation ni d'une zone situées sur le territoire de l'État membre expéditeur faisant l'objet pour l'espèce bovine de mesures d'interdiction pour des motifs de police sanitaire au sens de la directive du Conseil relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine.

g) Ils ont été acquis :

— dans une exploitation ⁽³⁾

— sur un marché d'animaux de boucherie officiellement autorisé pour l'expédition

vers un autre Etat membre ⁽³⁾

(désignation du marché) »

— l'ancien littera g) du point V devient littera h).

A l'annexe dans le nouveau texte de l'annexe F modèle III :

-- le texte du littera b) du point V est remplacé par le texte suivant :

« b) Ils proviennent d'un cheptel porcin indemne de brucellose.

— Dans le délai prescrit de 30 jours ⁽⁵⁾, ils ont présenté un titre brucellique inférieur à 30 UI/ml à la séro-agglutination et un résultat négatif lors de la réaction de fixation du complément ⁽²⁾ ⁽⁶⁾ ; »

-- le texte de la foot-note ⁽⁶⁾ est remplacé par le texte suivant :

« La séro-agglutination et la réaction de fixation du complément ne sont pratiquées que pour les porcs dont le poids dépasse 25 kilogrammes. »

A l'annexe dans le nouveau texte de l'annexe F modèle IV :

-- le texte du littera c) du point V est remplacé par le texte suivant :

« c) Ils ne proviennent ni d'une exploitation ni d'une zone situées sur le territoire de l'État membre expéditeur faisant l'objet pour l'espèce porcine de mesures d'interdiction pour des motifs de police sanitaire au sens de la directive du Conseil relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine.

d) Ils ont été acquis :

— dans une exploitation ⁽³⁾

— sur un marché d'animaux de boucherie officiellement autorisé pour l'expédition

vers un autre État membre ⁽³⁾

(désignation du marché) »

— l'ancien littera d) du point V devient littera e).